



ENSEMBLE, LE 9 OCTOBRE

**PAR LA GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS,
DÉFENDONS ET RENFORÇONS NOTRE BIEN COMMUN !**



Les projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale 2019 sont au service de l'austérité !

Répondant aux injonctions des organisations patronales et plus particulièrement du MEDEF, de la Commission Européenne, au service des classes sociales les plus fortunées, le gouvernement entend imposer une baisse drastique de la dépense publique !

Porteuse d'une autre conception des finances publiques, de l'appropriation et de la répartition des richesses, la CGT revendique la sortie des politiques d'austérité et l'octroi des moyens de financement dont les services publics ont besoin.

Fruit des luttes du monde du travail, la République sociale et son organisation reposent sur la mise en place et le développement de services publics au service du plein emploi, de la satisfaction des droits et des besoins fondamentaux des citoyen.nes, du développement économique.

Pour la CGT, plutôt que d'être abandonnés, privatisés, soumis à des logiques de compétitivité, de rentabilité et à l'austérité permanente, les services publics doivent, au contraire, être défendus et développés, au service de l'intérêt général tout en répondant à des besoins croissants et nouveaux comme la prise en charge de la perte d'autonomie, la transition écologique, la reconquête des activités et de l'emploi industriels, pour ne citer ici que quelques exemples.

Pour ce qui concerne la Sécurité Sociale, au lieu de s'attaquer aux insuffisances des recettes allouées à son financement, les pouvoirs publics veulent la suppression des cotisations sociales au titre de l'assurance maladie et de l'assurance chômage (18,8 milliards d'euros auxquels s'ajoutent les 20 milliards du CICE). Dans le même temps, en augmentant la contribution sociale généralisée, ils étatisent toujours plus la protection sociale. C'est la baisse de la part socialisée du salaire qui est recherchée alors que ce sont les salaires et les traitements qui doivent être augmentés !

En transformant et en asséchant toujours plus les moyens de financement de la sécurité sociale, les pouvoirs publics ont pour objectif de les privatiser et de les marchandiser pour en faire une source de profit pour le secteur privé lucratif, les compagnies d'assurance, avec à la clé la fermeture d'établissements hospitaliers, de soins et des lieux d'accueil dans les organismes de la Sécurité Sociale

Dans la logique et le prolongement des ordonnances travail, les attaques se multiplient contre l'ensemble des salariés et des personnels, celles et ceux des organismes sociaux, de pôle emploi, de l'action sociale, des trois versants de la Fonction publique, fonctionnaires et agents non-titulaires.

Le Gouvernement entend bel et bien condamner l'ensemble du monde du travail à une insécurité sociale généralisée.

La CGT est porteuse de propositions et de revendications ayant pour objectif de construire et de garantir des protections de haut niveau pour l'ensemble des salarié.es, quel que soit le statut de ces derniers.

S'agissant plus particulièrement du Statut général des fonctionnaires, la CGT rappelle qu'il est avant tout une garantie pour les citoyen.ne.s d'un agent public neutre et impartial dans l'exercice des missions publiques.

C'est pourquoi la CGT revendique d'autres choix que la casse du Code du travail et du Statut général des fonctionnaires jugés obsolètes par Emmanuel Macron.

Dans un tel contexte, nos organisations appellent les personnels, actifs et retraités, à la mobilisation le 9 octobre pour :

- La sortie des politiques d'austérité et l'octroi dans les lois de finances et la loi de financement de la Sécurité Sociale 2019 des moyens budgétaires dont les services publics ont besoin,
- Des services publics de pleine compétence et de proximité implantés sur l'ensemble du territoire y compris en Outre-mer,
- Une sécurité sociale de haut niveau pour toutes et tous, avec y compris des droits nouveaux « 100% sécu » et la prise en charge de la perte d'autonomie par la branche maladie,
- Les créations d'emplois nécessaires, des embauches en contrat à durée indéterminée, la titularisation des précaires,
- Une augmentation générale des salaires et du point d'indice avec le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, la fin de toutes les formes de rémunération au mérite, ainsi que de fortes revalorisations des retraites et des pensions,
- Un Code du travail garantissant des protections de haut niveau,
- Un statut général des fonctionnaires unifié, le renforcement des statuts particuliers des fonctionnaires garantissant la primauté des concours, des corps, la revalorisation et les déroulements de carrière,
- Des mesures concrètes et contraignantes pour promouvoir l'égalité professionnelle,
- La réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaires.

Pour gagner sur nos revendications, ensemble et dans l'unité la plus large, un préavis de grève nationale a été déposé.

**DÈS LE MARDI 9 OCTOBRE 2018,
PAR LA GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS,
MOBILISONS-NOUS !**